

Guide[!] des bénéficiaires du rSa*

* Revenu de solidarité active



TERRITOIRE SOLIDAIRE • WWW.LOIRET.FR



LE MOT DU PRÉSIDENT

Madame, Monsieur,

Le Revenu de Solidarité Active (RSA), mesure de solidarité nationale, a été mis en place le 1^{er} juin 2009. Sa gestion a été confiée aux Conseils départementaux. Le RSA assure temporairement à celles et ceux qui, malheureusement, sont confrontés à la dure réalité de la perte durable d'emploi ou qui, malgré un emploi, ne disposent que de modestes revenus, de percevoir une allocation et de bénéficier d'un dispositif d'accompagnement tant social que professionnel.

Dans le cadre de sa mise en œuvre, le Conseil départemental du Loiret travaille en étroite collaboration avec la Caisse d'Allocations Familiales (Caf) ou la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

Rappelons que ce dispositif est financé par l'argent public et doit donc être attribué de manière équitable, dans le respect de procédures et de règles strictes. Le versement de cette aide doit s'appuyer sur un véritable contrat d'engagements réciproques.

Conscient des difficultés économiques rencontrées par les bénéficiaires du RSA mais soucieux également de réussir une réinsertion efficace dans le monde professionnel, le Département du Loiret a décidé de renforcer leur accompagnement afin de réaffirmer la nécessité pour chaque bénéficiaire du RSA de s'engager dans une démarche active de retour vers l'emploi.

Le Département s'est par ailleurs engagé dans la demande de l'accompagnement renforcé des allocataires du RSA au côté du nouvel opérateur France Travail (ex Pôle Emploi). Cela se traduit concrètement par un nombre plus important de rencontres avec les bénéficiaires par les équipes du Département et un renforcement de l'offre de service sur les besoins sociaux et professionnels. Déployé progressivement dans les territoires, l'ensemble du Loiret sera couvert à l'été 2025.

Au travers de ce guide, vous trouverez toutes les informations nécessaires sur vos droits, vos devoirs, et sur les différentes démarches à entreprendre pour pouvoir en bénéficier, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Marc Gaudet

Président du Conseil
départemental du Loiret



ORIENTATION
DEVOIRS
ACCOMPAGNEMENT
DROITS
INSERTION
ENGAGEMENT

Introduction	page 6
Le RSA, c'est un ensemble de droits et de devoirs	page 7
À qui s'adresse le RSA ?	page 8
De la demande de RSA au versement de l'allocation	page 9
Le suivi des personnes soumises à l'obligation d'accompagnement	page 10
Le dispositif d'orientation, d'accompagnement et de contractualisation	page 11
Les engagements réciproques pour les personnes soumises à l'obligation d'accompagnement	page 12
Le dispositif d'insertion	page 14
La suspension du RSA pour les personnes soumises à l'obligation d'accompagnement	page 15
Quelle est la procédure de suspension ?	page 16
Les droits et devoirs pour les personnes qui ne sont pas soumises à l'obligation d'accompagnement	page 17
Le calcul et le paiement du RSA	page 18
La Déclaration trimestrielle de ressources (DTR)	page 20
Contacts utiles	page 22



I INTRODUCTION

Vous venez de déposer une demande de RSA. Ce guide, réalisé à votre intention, vous informe sur les droits et devoirs liés à ce dispositif.

Dans le cadre du RSA, chaque bénéficiaire a droit à un accompagnement adapté à ses besoins.

L'objectif du RSA est de faire reculer la pauvreté en incitant le plus grand nombre de personnes à reprendre un emploi.

Si vous n'avez pas d'emploi ou si vos revenus ne dépassent pas un certain plafond, vous devez entreprendre les actions nécessaires à votre insertion (cf. conditions page 10). Si vous êtes dans ce

cas, un dispositif d'orientation et d'accompagnement, présenté dans ce guide, vous est destiné afin de vous aider dans vos démarches.

Si vous avez des revenus professionnels dont la moyenne sur le trimestre de référence dépasse 500 € par mois et que vous bénéficiez du RSA comme complément de ressources, vous ne serez pas suivi par le Département (cf. page 17).

LE RSA, C'EST UN ENSEMBLE...

...de droits

Un revenu minimum garanti

pour ceux qui n'ont
pas de ressources

OU

Un complément de revenu

**Un droit à
l'accompagnement
et à l'insertion
avec l'aide
de la collectivité et
de France Travail**

et de devoirs

**Une obligation
d'accompagnement**
dans certaines conditions

Une déclaration
trimestrielle de ressources

Une information
à la Caf ou la MSA
de tout changement
de situation

Une réponse
aux contrôles de la Caf
de la MSA ou
du Département

**Le devoir d'être
en démarches
actives d'insertion**

À QUI S'ADRESSE LE RSA ?

Le droit à l'allocation RSA est ouvert à toute personne sous réserve des conditions suivantes :

► L'âge

Avoir 25 ans révolus ou avoir moins de 25 ans avec enfant à charge (enfant né ou à naître) ou avoir au moins 25 ans et justifier de 3 214 heures de travail au cours des 36 derniers mois.

► La situation professionnelle

Ne pas être étudiant, ne pas être en congé parental, sans solde, sabbatique ou en disponibilité.

Attention : ces conditions ne sont pas applicables à certaines personnes isolées ayant à charge un enfant né ou à naître.

► La nationalité

Être de nationalité française, ou être de nationalité étrangère et posséder des titres de séjours spécifiques et résider en France.

Attention : les ressortissants européens doivent remplir les conditions pour bénéficier d'un droit au séjour.

► Le domicile

Avoir une résidence stable et effective en France.

Les personnes sans résidence stable doivent se faire domicilier auprès d'un Centre Communal d'Action Sociale ou d'une association agréée.

► Les droits aux prestations et créances alimentaires

Les membres du foyer doivent d'abord faire valoir leurs droits :

- à toute prestation sociale, législative, réglementaire et conventionnelle : allocation chômage, allocation spécifique de solidarité, retraite, allocation adulte handicapé...
- aux créances d'aliments et pensions alimentaires.

► Les ressources

Le RSA est destiné aux foyers disposant de ressources inférieures à un montant forfaitaire.

L'allocation RSA n'est pas individuelle, elle est attribuée pour le demandeur, son conjoint et ses **enfants de moins de 25 ans à charge**.

DE LA DEMANDE DE RSA AU VERSEMENT DE L'ALLOCATION



Vous avez fait une demande de RSA (en téléprocédure via www.caf.fr ou www.msa.fr ou directement auprès d'un service).

■ La Caf* ou la MSA* vérifie que les conditions sont remplies et calcule le montant de l'allocation à partir du premier jour du mois au cours duquel la demande a été faite.

■ Après accord du Président du Conseil départemental, la Caf* ou la MSA* verse l'allocation chaque mois sur votre compte bancaire ou postal, à condition de renseigner la Déclaration trimestrielle de ressources (DTR).

■ La demande de RSA vaut une demande de Prime d'Activité pour les personnes qui ont une activité professionnelle

Attention : veillez à bien informer sans attendre la Caf ou la MSA de tout changement (situation familiale, déménagement, hospitalisation de longue durée, situation professionnelle...), afin que votre allocation soit augmentée ou diminuée en fonction de votre situation. Cela vous évitera notamment de devoir rembourser des sommes trop perçues.

* Par délégation et sous la responsabilité du Président du Conseil départemental. Pour certaines situations particulières, le Président du Conseil départemental prend directement les décisions concernant l'allocation (travailleurs indépendants...).

LE SUIVI DES PERSONNES SOUMISES À L'OBLIGATION D'ACCOMPAGNEMENT



Si le RSA offre des droits, il renforce les devoirs en rendant obligatoire l'accompagnement pour les personnes concernées.

► Les conditions

- Les ressources de votre foyer ne dépassent pas un certain plafond.
- Vous êtes sans emploi ou la moyenne de vos revenus professionnels sur le trimestre de référence ne dépassent pas 500 € par mois.

Les mêmes droits et devoirs s'appliquent au conjoint, concubin ou partenaire de PACS.

Si vous et/ou votre conjoint remplissez ces deux conditions, vous devez entreprendre les actions nécessaires à votre insertion sociale et/ou professionnelle.

Vous êtes donc concerné par le dispositif d'orientation et d'accompagnement mis en place par le Conseil départemental.

LE DISPOSITIF D'ORIENTATION D'ACCOMPAGNEMENT ET DE CONTRACTUALISATION

Pour les personnes qui sont soumises à l'obligation d'accompagnement, le Département du Loiret met en œuvre le dispositif suivant.

► Une phase d'orientation

(réunion d'information collective, entretien d'orientation)

Elle est obligatoire pour désigner le référent chargé de vous accompagner dans votre parcours d'insertion (suivi social ou professionnel).

Vous devrez vous engager, (à travers la signature du 1^{er} contrat), à rencontrer votre référent.

► Un projet de parcours d'insertion

Mis en place avec votre référent, il est formalisé dans un contrat qui reprend les engagements réciproques de la collectivité et les vôtres.

Ce contrat s'appelle :

- Projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE), si vous êtes accompagné par France Travail ;

- Contrat d'engagement réciproque (CER), si vous êtes accompagné par le Département (Agences Départementales des Solidarités ADS), un Centre communal d'action sociale (CCAS), la Mutualité sociale agricole (MSA), l'Association Départementale Action pour les Gens du Voyage (ADAGV), une Mission locale ou un autre organisme mandaté.

► Pour les contrats d'engagement réciproque

En cas de validation (pour 3 à 12 mois), le document vous est envoyé et vous devez le conserver. S'il est ajourné ou refusé, le projet doit alors être retravaillé avec votre référent.

À noter que l'établissement et le respect de ces contrats sont impératifs pour continuer à percevoir l'allocation RSA.

À défaut, le Département engagera une procédure de suspension du versement du RSA.

LES ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

POUR LES PERSONNES SOUMISES À L'OBLIGATION D'ACCOMPAGNEMENT



VOS ENGAGEMENTS

- Honorer le rendez-vous pris ou fixé au Conseil départemental ou France Travail (ex Pôle Emploi) et signer votre 1^{er} contrat.
- Vous inscrire auprès de France Travail pour favoriser votre insertion professionnelle.
- Vous engager dans un parcours d'insertion en vue d'améliorer votre situation sociale et/ou professionnelle, formalisé par un CER.
- Solliciter votre référent chargé de vous aider dans vos démarches et dans l'élaboration de votre parcours d'insertion.
- Répondre aux convocations de votre référent, même dans la période de validation de votre CER.
- Réaliser les démarches auxquelles vous vous engagez dans le cadre du RSA.
- Veiller au renouvellement de votre Projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE) avec France Travail et/ou de votre Contrat d'engagement réciproque (CER) avec le Conseil départemental.
- Renseigner chaque trimestre la Déclaration Trimestrielle de Ressources.
- Informer immédiatement la Caf ou la MSA, ainsi que votre référent, de tout changement de situation : situation familiale, déménagement, hospitalisation de longue durée, situation professionnelle...
- Répondre aux contrôles réalisés par la CAF, la MSA et le Département.



CEUX DE LA COLLECTIVITÉ

- Vous verser mensuellement l'allocation de Revenu de solidarité active (RSA).
- Désigner un référent chargé de vous accompagner dans votre parcours d'insertion.
- Financer des actions d'insertion dont vous pouvez bénéficier.
- Vous informer sur les autres dispositifs auxquels vous pouvez prétendre :
 - le droit à la protection universelle maladie (PUMA) et à la complémentaire santé solidaire (C2S) ;
 - le droit à une aide au logement ;
 - l'exonération de votre taxe d'habitation en fonction de votre situation et de vos ressources...

LE DISPOSITIF D'INSERTION

Le Département du Loiret développe une politique d'insertion qui vise à favoriser l'autonomie et le retour à l'emploi du plus grand nombre.

Concernant le retour à l'emploi, la politique se traduit par :

- le financement d'actions d'accompagnement vers l'emploi durable menées par des organismes spécialisés ;
- un soutien financier aux projets de structures d'insertion et de partenaires de l'insertion (insertion par l'activité économique, accompagnement socioprofessionnel, mobilité, soutien à la création d'entreprises...) ;
- le développement de partenariats avec le monde économique ainsi que la mobilisation des contrats aidés (contrat unique d'insertion).

Concernant l'insertion sociale, le Département favorise la mise en œuvre et le développement d'actions visant l'autonomie des publics et les conditions de réussite des parcours d'insertion.

À titre d'exemple, le Département soutient financièrement diverses mesures pour aider les personnes en difficulté à accéder et/ou se maintenir dans un logement.

Contrat d'engagement réciproque



LA SUSPENSION DU RSA

POUR LES PERSONNES SOUMISES
À L'OBLIGATION D'ACCOMPAGNEMENT

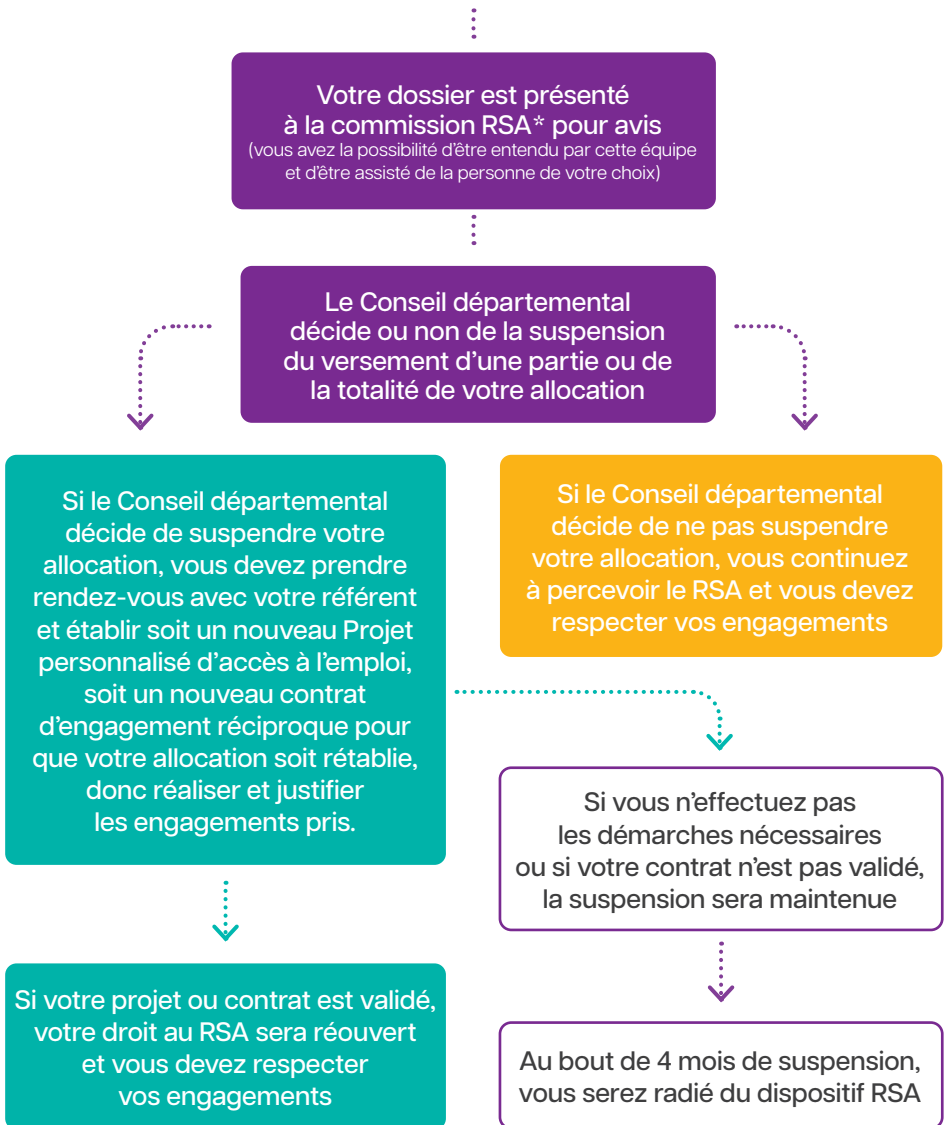
Le Département peut suspendre tout ou partie de votre allocation RSA.

► Dans quels cas ?

- Si vous ou votre conjoint n'avez pas établi ou renouvelé votre Projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE) ou votre contrat d'engagement réciproque (CER).
- Si vous ou votre conjoint n'avez pas respecté les engagements pris sur le PPAE ou le CER.
- Si vous êtes en suivi professionnel (France Travail ou ADS) et que vous ou votre conjoint avez refusé des emplois.
- Si vous êtes en suivi professionnel avec France Travail et que vous ou votre conjoint êtes radié de la liste des demandeurs d'emploi sans réinscription auprès de cet organisme.
- Si vous refusez de vous soumettre aux contrôles de la Caf ou de la MSA, ou du Département.

QUELLE EST LA PROCÉDURE DE SUSPENSION ?

Vous recevez un courrier du Département vous informant des sanctions à venir sur votre droit RSA.



* L'équipe pluridisciplinaire RSA est notamment composée de représentants de bénéficiaires du RSA, de Pôle emploi et du Conseil départemental.

LES DROITS ET LES DEVOIRS

POUR LES PERSONNES QUI NE SONT PAS SOUMISES
À L'OBLIGATION D'ACCOMPAGNEMENT

Si vous avez des revenus professionnels dont la moyenne sur le trimestre de référence dépasse 500 € par mois et que vous bénéficiez du RSA comme complément de ressources, vous n'êtes pas soumis à l'obligation d'accompagnement et vous ne serez pas suivi par le Département.



LES DROITS

Dans le cadre de votre droit à l'accompagnement, vous pouvez solliciter un rendez-vous chaque année auprès de France Travail pour évoquer les conditions permettant d'améliorer votre situation professionnelle.



LES DEVOIRS

Vous devez renseigner votre Déclaration trimestrielle de ressources (DTR).

Vous devez informer immédiatement la Caf ou la MSA de tout changement de situation : familiale, déménagement, hospitalisation de longue durée, situation professionnelle... afin d'éviter de devoir rembourser tout ou partie de l'allocation versée.

I CALCUL ET PAIEMENT DU RSA

Le RSA est destiné aux foyers disposant de ressources inférieures à un montant forfaitaire.

► En pratique :

- si vous ou votre conjoint travaillez et que vos ressources n'atteignent pas un certain niveau, le RSA est un complément ;
- en l'absence de revenus, le RSA est égal au montant forfaitaire établi en fonction de la composition du foyer ;
- le montant du RSA est déterminé globalement en fonction des ressources perçues par l'ensemble des membres du foyer bénéficiaire au cours du trimestre précédent d'où l'importance de procéder dans les délais à la Déclaration trimestrielle de ressources (DTR).

► Sont pris en compte :

- l'intégralité des ressources, en particulier les revenus d'activité, à l'exception de certaines d'entre elles (les prestations en nature dues au titre de l'assurance maladie, l'accident du travail...);
- les prestations familiales, sauf exception (primes de déménagement ou encore complément de libre choix du mode de garde) ;
- en général, un forfait logement variable selon la composition du foyer.

L'allocation RSA n'intervient qu'après avoir fait valoir tous vos autres droits (allocations chômage, pensions alimentaires, indemnités journalières, prestations familiales...).

Le montant du RSA dépend de vos ressources et du nombre de personnes au foyer (selon leur situation) : vous pouvez avoir une évaluation du montant de vos droits en faisant le test d'éligibilité sur le site www.loiret.fr ou caf.fr ou msa.fr

Un calcul spécifique d'évaluation de ressources est mis en place pour certaines personnes ayant un statut particulier (travailleurs indépendants, saisonniers, exploitants agricoles...).

Vous devez compléter régulièrement la **Déclaration trimestrielle de ressources** (DTR).

Si vous (re)prenez une activité, vous aurez droit à un cumul de RSA et de revenu d'activité. Il peut durer pendant les trois mois qui suivent votre reprise d'activité. De plus, la CAF ou la MSA calculera automatiquement le droit à la prime d'activité.

Le RSA est insaisissable

Si vous êtes concerné par une procédure de saisie sur votre compte bancaire, vous devez fournir à votre banque une attestation de la Caf ou de la MSA indiquant le montant du RSA versé.

LA DÉCLARATION TRIMESTRIELLE DE RESSOURCES

Soyez attentif lors de votre déclaration !

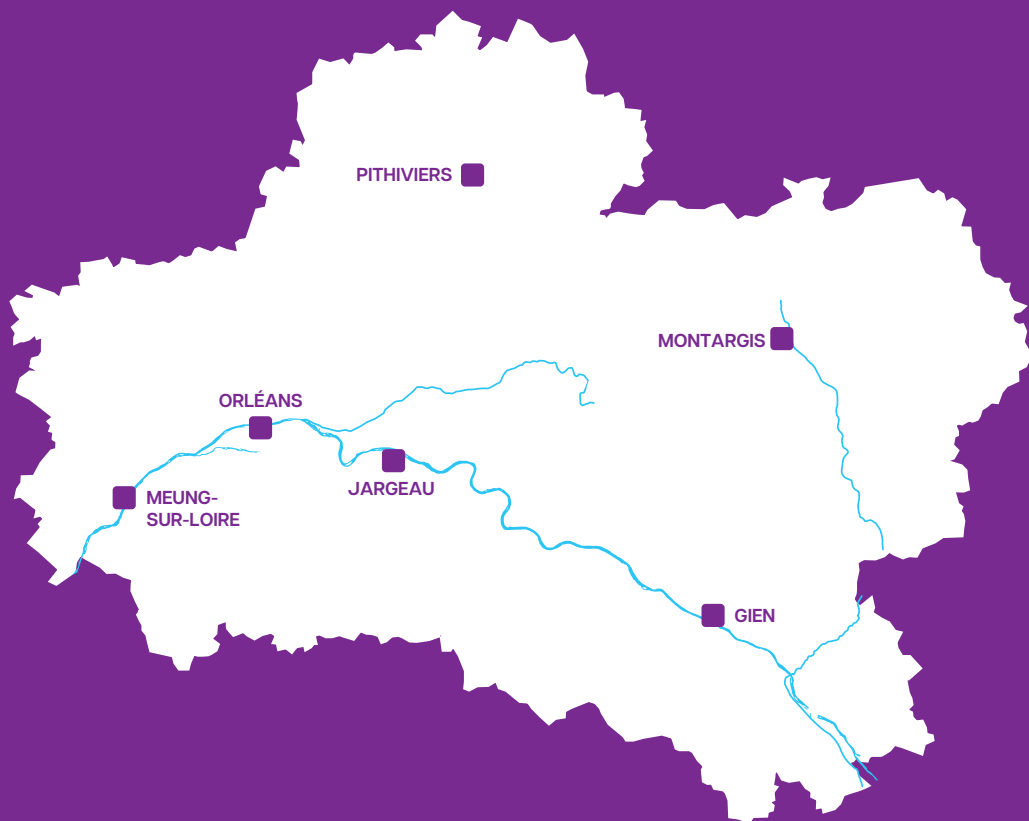
- **Veillez à déclarer**, toutes formes de ressources.
- **N'indiquez pas** vos prestations familiales, ni votre aide au logement...
- **Si vous êtes travailleurs indépendants**, des modalités particulières sont mises en place : renseignez-vous auprès de la CAF, de la MSA, ou de votre référent.
- **Sachez que la CAF, la MSA ou le Département** peut contrôler votre situation et vos déclarations : en cas de constat de fraude, une sanction (pénale, financière) pourra être engagée à votre rencontre.
- **Pensez à signaler** tout changement dans votre situation.

DONNÉES PERSONNELLES

Les modalités de fonctionnement du RSA sont très encadrées par les textes et règlements nationaux, en lien avec le Règlement Général de la Protection des données (RGPD). Ainsi, le Département collecte vos données personnelles soit directement soit par l'intermédiaire des partenaires dans le cadre de votre suivi ou de la gestion de votre dossier. Pour toute question relative à vos données personnelles vous pouvez contacter le délégué à la protection des données personnelles du Département du Loiret sur notre site Internet www.loiret.fr à la rubrique « Mon espace », section « vos démarches en ligne » lien « protection des données personnelles », par téléphone au 02 38 25 45 45 ou par voie postale à l'adresse suivante : Département du Loiret 45945 ORLÉANS.



CONTACTS UTILES



Les partenaires du dispositif RSA



santé
famille
retraite
services

Avec la collaboration

- des CCAS du Loiret
- des missions locales...

Agences des Solidarités

Le Loiret compte 4 Agences Départementales des Solidarités (ADS).
Des professionnels sont à votre service.

Adresse unique pour leur écrire :
Département du Loiret • 45 945 ORLÉANS

► Agence Départementale des Solidarités Orléans Métropole

• Cité Administrative Coligny Bâtiment C1
131 rue du faubourg Banner
45 042 Orléans Cedex 1
02 38 25 40 20
adsorleansmetropole@loiret.fr

► Agence Départementale des Solidarités Nord Loiret

• 4 rue Prud'homme
45 300 Pithiviers
02 38 40 52 52
Maison France Service : 02 38 40 52 60
ads.nordloiret@loiret.fr

► Agence Départementale des Solidarités Beauce à Sologne

• 44 rue de Châteaudun
45 130 Meung-sur-Loire
• 1A rue des maraîchers
45 150 Jargeau
02 18 21 29 00
adsbeauceasologne@loiret.fr

► Agence Départementale des Solidarités Gien-Montargis

• 32 Rue du Faubourg de la Chaussée
45 200 Montargis
02 38 87 65 65
• 10 Rue Jean Mermoz
45 500 Gien
02 38 05 23 23
adsgienmontargis@loiret.fr

FIERS D'ÊTRE SOLIDAIRES



Département du Loiret
45945 Orléans • Téléphone 02 38 25 45 45
www.loiret.fr • services.loiret.fr